

France/Une semaine après l'attentat de Nice Le gouvernement de nouveau accusé de failles

AFP

Paris/France

La polémique sur le dispositif policier déployé le soir du carnage a été relancée par le quotidien Libération. Et les accusations de "mensonge" et "contre-vérité" pleuvent de toute part.

UNE semaine après l'attentat de Nice, revendiqué par l'Etat islamique, le président français François Hollande a promis "vérité et transparence" sur le dispositif de sécurité le soir du 14 juillet pour tenter d'éteindre une vive polémique sur des failles présumées en plein état d'urgence.

Du côté de l'enquête sur la tuerie commise le jour de la fête nationale par le Tunisien Mohamed Lahouaiej Bouhlel, cinq suspects ont été présentés hier à la justice antiterroriste en vue de leur inculpation.

Et le groupe jihadiste Etat islamique, déjà à l'origine des attentats qui ont fait 130 morts le 13 novembre à Paris, a menacé d'intensifier ses attaques contre la France dans une nouvelle vidéo où apparaissent des francophones qui félicitent le tueur de Nice. A bord d'un camion de 19 tonnes loué quelques jours plus tôt, il a tué 84 personnes et fait plus de 200 blessés à l'issue du feu d'artifice traditionnel pour la fête nationale.

La polémique sur le dispositif policier déployé ce soir là a été



Photo : AFP

Depuis Dublin (Irlande), le président François Hollande a dû promettre vérité et transparence pour tenter d'éteindre une nouvelle polémique autour d'éventuelles failles dans la sécurité.

relancée jeudi par le quotidien de gauche Libération, et les accusations de "mensonge" et "contre-vérité" pleuvent de toute part.

Le quotidien affirme que l'entrée de la zone piétonne de la Promenade des Anglais, sur laquelle 30 000 personnes étaient venues voir le feu d'artifice, était barrée par une seule voiture de la police municipale et que la police nationale était quasiment absente à ses abords.

"Contre-vérité", s'est aussitôt offusqué le ministre de l'Intérieur, Bernard Cazeneuve. Le Premier ministre Manuel Valls avait, dès le 15 juillet, nié toute défaillance des forces de sécurité.

Le préfet des Alpes-Maritimes, représentant de l'Etat dans la région, a aussi assuré hier qu'"à aucun moment" il n'y avait eu "mensonge des autori-

tés" et a dénoncé des polémiques "injustes et blessantes pour la police nationale".

OUVREMENT D'UNE ENQUETE. Le ministre de l'Intérieur a annoncé en fin de matinée une enquête administrative par la police des polices afin "d'établir la réalité de ce dispositif (policier)" et mettre fin à la controverse. Et pour enfoncer le clou, le chef de l'Etat François Hollande a, depuis Dublin, promis "vérité et transparence" et indiqué que le rapport de la police des polices sera rendu dès "la semaine prochaine".

"Quand il y a un drame, une tragédie, en l'occurrence une attaque avec des morts nombreux (...), il y a des interrogations, nécessairement. (...) Il n'y a pas de place pour la polémique, il n'y a de place que pour la vérité et la transparence", a

déclaré M. Hollande.

Cette nouvelle polémique relance les accusations de laxisme proférées par la droite et l'extrême droite à peine quelques heures après le carnage, faisant voler en éclats les appels à l'unité nationale d'un exécutif socialiste en pleine tourmente.

La démission de Bernard Cazeneuve apparaît "désormais inévitable", a jugé le parti d'extrême droite Front national, qui a déjà appelé ces derniers jours le ministre à quitter ses fonctions.

La prolongation de l'état d'urgence, jusqu'en janvier, a été votée par le Parlement. Les députés ont accepté des amendements des sénateurs interdisant les rassemblements dont la sécurité ne serait pas assurée, et facilitant la fermeture des lieux de culte dans lesquels sont tenus des propos incitant à la haine et à la violence.

Ils ont en revanche refusé l'application du régime de la rétention de sûreté et de la surveillance de sûreté aux personnes condamnées pour terrorisme.

• "Des soutiens et des complicités" pour le tueur. L'auteur de l'attentat de Nice le 14 juillet, le Tunisien Mohamed Lahouaiej Bouhlel, "a bénéficié de soutiens et de complicités", et semble avoir projeté son acte il y a "plusieurs mois", a annoncé hier à Paris le procureur chargé de l'enquête, François Molins.

Turquie/Cinq jours après l'échec d'un coup d'Etat militaire Erdogan annonce l'état d'urgence et intensifie la purge

AFP

Ankara/Turquie

Cette mesure d'exception pourrait toutefois être levée au bout d'un mois, "si les conditions reviennent à la normale."

LE président turc Recep Tayyip Erdogan a annoncé tard mercredi l'instauration de l'état d'urgence pour trois mois et intensifié la purge en Turquie, cinq jours après l'échec d'un coup d'Etat militaire.

Arrestations, suspensions, limogeages... Le coup de balai touche 55 000 personnes, notamment dans l'enseignement, la police, la justice, l'armée et les médias.

Cette vigoureuse riposte a de nouveau suscité l'inquiétude à l'étranger sans que celle-ci ébranle la détermination du chef de l'Etat turc.

S'il s'est engagé à ne faire "aucun compromis" sur la démocratie, M. Erdogan a annoncé dans une allocution dans la soirée "l'instauration de l'état d'urgence pour une durée de trois mois". Il a de nouveau rappelé mercredi que la France était elle aussi sous le régime de l'état d'urgence. Un peu plus tard, le vice-Pre-



Photo : AFP

Le président Recep Tayyip Erdogan a justifié l'instauration de l'état d'urgence par la nécessité d'éradiquer tous les éléments de l'organisation terroriste impliquée dans la tentative de coup d'Etat."

mier ministre Numan Kurtulmus a cependant déclaré aux médias turcs que le gouvernement espérait pouvoir lever l'état d'urgence "dans un mois ou un mois et demi", "si les conditions reviennent à la normale".

L'état d'urgence permet notamment de décréter le couvre-feu, de restreindre le droit de manifester ou la liberté de circulation dans certains secteurs identifiés. Cette décision a été annoncée à l'issue d'une réunion du Conseil de sécurité nationale et d'un conseil des ministres à Ankara où le président est retourné mardi soir pour la première fois depuis le putsch avorté.

"D'AUTRES PAYS" IM-

PLIQUES ?• Une mesure "nécessaire pour éradiquer rapidement tous les éléments de l'organisation terroriste impliquée dans la tentative de coup d'Etat", a ajouté M. Erdogan dans une allusion au prédicateur vivant en exil aux Etats-Unis Fethullah Gülen dont il réclame l'extradition.

Sans les citer, le président turc s'est dit convaincu que "d'autres pays pourraient être impliqués" dans ce putsch qui "n'est peut-être pas fini".

Steffen Seibert, le porte-parole de la chancelière allemande Angela Merkel, a déploré que "presque quotidiennement, de nouvelles mesures sont prises qui sont contraires à un mode d'action respectant l'Etat de droit".

Cette mise en garde fait écho à celle formulée dès dimanche par le chef de la diplomatie française Jean-Marc Ayrault à qui le président turc a demandé mercredi de "se mêler de ses affaires".

M. Erdogan a toutefois reçu le soutien du secrétaire d'Etat américain John Kerry qui a refusé de "commenter" les purges opérées par Ankara. La tentative de prise du pouvoir par des militaires, dans la nuit de vendredi à samedi, a fait plus de 300 morts et semé le chaos, notamment à Ankara,

où le Parlement et le siège de la police ont été bombardés par les mutins.

Cinq jours après ce coup le plus dur porté au règne de 13 ans de M. Erdogan sur la vie politique turque, environ 55 000 personnes ont été suspendues de leurs fonctions ou limogées, ressort-il du comptage de l'AFP à partir des chiffres officiels et des médias turcs.

Plus de 9.000 suspects ont été placés en garde à vue ou arrêtés, sans que l'on sache s'ils étaient comptabilisés parmi les quelque 55 000 cibles des purges.

Selon l'agence de presse gouvernementale Anadolu, 99 généraux et amiraux ont été placés en détention provisoire en attente de leur procès. L'aide de camp de M. Erdogan, Ali Yacizi, est lui aussi détenu. Un nouveau bilan officiel des événements sanglants du putsch a fait état de 312 morts, dont 145 civils, 60 policiers et trois soldats. 104 rebelles ont été tués.

L'état d'urgence n'est pas la seule mesure décidée mercredi. Le Conseil de l'enseignement supérieur (YÖK) a ainsi interdit, jusqu'à nouvel ordre, toutes les missions à l'étranger des universitaires, a rapporté Anadolu.



Restaurants • Salons de Thé • Boîtes de nuit...

Election Miss CASINO CROISSETTE 3ème Edition

3 Millions à gagner en espèces et une plute de cadeaux !

JEUDI 28 JUILLET

4ème selection de 3 candidates

à partir de 21h30 animée par Warris & Benny

C'est le public qui décide !

Pour participer au concours une seule condition : avoir plus de 18ans

LES INSCRIPTIONS CONTINUENT sur place tous les jours à partir de 18h

VERY FAMILY CASTEL PHARMASHOP Galerie de Mibolo ROYAL PLAZA azur



LE FORT DE L'EAU
Le Rendez-vous du Sport

BAR Ambiance RESTAURANT

PIZZA au feu de bois*
Sur place ou à emporter à partir de 19h00 *

Tous les matchs sur **GRANDS ECRANS**



Ouvert tous les jours de 7h30 à 24h00
TEL. : 07 38 83 21 - 06 75 49 45

POUR VOS PUBLICITÉS
publi.com
Contacts :
Tél : 04 10 03 91
07 17 34 20